



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Rouen, le 12 OCT 2009

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par M^{me} Bénédicte CHIRON

☎ : 02.32.76.53.96

☎ : 02.32.76.54.60

✉ : benedicte.chiron@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET
De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Société COMPAGNIE INDUSTRIELLE MARITIME (C.I.M)

SAINT-JOUIN-BRUNEVAL

Objet : Prescriptions complémentaires suite à l'instruction de l'étude de dangers du terminal pétrolier d'ANTIFER.

VU :

Le Code de l'Environnement et notamment son livre V,

L'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation,

Les différents arrêtés et récépissés réglementant et autorisant les activités exercées par la société, notamment l'arrêté préfectoral du 6 avril 2004,

L'étude de dangers remise le 12 février 2008 et ses compléments des 4 août 2008 et 3 avril 2009,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 juillet 2009,

La lettre de convocation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques datée du 28 août 2009,

La délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 8 septembre 2009,

La transmission du projet d'arrêté faite le 22 septembre 2009.

CONSIDERANT :

Que la société C.I.M exploite sur le territoire de la commune de SAINT-JOUIN-BRUNEVAL un terminal pétrolier (stockage aérien de pétrole brut d'une capacité globale de 640 000 m³), réglementé au titre de la législation sur les installations classées,

Que ce site relève de la directive européenne SEVESO II (seuil haut), au travers de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 susvisé,

Qu'en application de cet arrêté et conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre du 6 avril 2004 réglementant le site, la société a procédé à la révision quinquennale de l'étude de dangers en objet,

Que l'étude de dangers remise par l'exploitant est recevable sur la forme,

Que les moyens de prévention et de protection mis en œuvre apparaissent satisfaisants,

Que les éléments contenus dans l'étude de dangers démontrent que les phénomènes dangereux sortant des limites de l'établissement doivent être réactualisés,

Que l'étude de dangers a également permis d'identifier des mesures de réduction du risque à mettre en place pour améliorer la sécurité de l'exploitation et la gestion des situations d'urgence,

Que les dispositions applicables au site doivent donc être modifiées, pour prendre en compte les enseignements retirés de l'instruction de cette étude de dangers,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de la société COMPAGNIE INDUSTRIELLE MARITIME des dispositions prévues par l'article R.512-31 du Code de l'Environnement.

ARRETE

Article 1 :

La Société COMPAGNIE INDUSTRIELLE MARITIME, dont le siège social est situé Bassin Théophile DUCROCQ – BP 542 – LE HAVRE CEDEX, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées suite à l'instruction de l'étude de dangers du terminal pétrolier d'ANTIFER qu'elle exploite sur la commune de SAINT-JOUIN-BRUNEVAL.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'établissement, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, des services incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaires d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, l'exploitant pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prescrites par l'article R.512-74 du Code de l'Environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code précité.

Article 6 :

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Rouen. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa publication.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine Maritime, le sous préfet du Havre, le maire de SAINT-JOUIN-BRUNEVAL, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services incendie et secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SAINT-JOUIN-BRUNEVAL.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet

~~Pour le Préfet et par délégation~~
Le Secrétaire Général,

Jean-Michel MOUTIER

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 17 2 .OCT. 2009.....

ROUEN, le : 17 2 .OCT. 2009

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

**Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du 17 2 .OCT. 2009
relatif à l'instruction de l'étude de danger**

Jean-Michel MOUGARD

---ooOoo---

Compagnie Industrielle Maritime SNC

---ooOoo---

Terminal d'Antifer

Bassin Théophile Ducrocq
BP 542
76 058 LE HAVRE Cedex

---ooOoo---

**Modifications de l'arrêté cadre
du 6 avril 2004**

---ooOoo---

Les articles suivants annulent et remplacent les articles de même intitulé de l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2004 :

- article 7.3.6
- article 8
- article 9
- annexe 3

ARTICLE 7.3.6

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.

L'exploitant dispose avant le 1^{er} janvier 2010 d'une analyse de risque foudre (ARF) réalisée par un organisme compétent.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF En 62305-2 et définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place de mesures de préventions sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre soit avant le 1^{er} janvier 2012.

ARTICLE 8 – ZONES D'EFFETS

Trois zones de dangers, désignées « zones des effets létaux significatifs », « zones des premiers effets létaux » et « zones des effets irréversibles » résultant de l'exploitation du terminal, sont définies en référence à l'étude des dangers.

Ces zones sont définies sans préjudice des règlements applicables en matière d'urbanisme, par une distance à la périphérie des installations (ou au centre pour les boil over et feux de bacs) et sont reprises en annexe 3.

ARTICLE 9 – ECHEANCES

| Chapitre | Réalisation | Echéance |
|------------------------|--|---|
| 1.5.2 | Révision de l'étude de dangers | Décembre 2012 |
| AP 26/09/06 7.6.4 | Vérification de l'état des canalisations et mesures correctives si nécessaires, échelonnée ainsi : <ul style="list-style-type: none">- canalisations susceptibles de traverser les palplanches séparant les compartiments de rétention- ligne Ouest 56" entre les appontements et le dépôt- ligne Est 56" entre les appontements et le dépôt- autres canalisations Finalisation du Système d'Information Géographique : | 2005 à 2015 31/12/06 2013 2015 2014 31/12/2009 |
| AP 24/08/06 7.7.5.1 | Atteindre les objectifs de l'article en débit en eau incendie et solution moussante | 31/03/11 |
| AP 24/08/06 7.7.5.2 | Couronnes d'arrosage utilisables en eau ou prémélange | 31/03/11 |
| AP 24/08/06 7.7.5.5 | Atteindre l'objectif de 53 406 L d'émulseur filmogène polyvalent de classe I | 31/03/11 |
| AP 24/08/06 7.7.5.8 | Atteindre les objectifs de l'article en taux d'application d'émulseur | 31/03/11 |
| AP 24/08/06 7.7.9 | Révision du Plan d'Opération Interne pour tenir compte des moyens d'intervention effectifs au 31 mars 2011 | 31/03/11 |
| AP 04/08/08 3.7 | Mesures spécifiques aux bacs T101 et T102 | 31/12/2010 31/12/2011 |

ANNEXE 3 de l'arrêté préfectoral

Liste des phénomènes dangereux sortant des limites de l'établissement

| Numéro du PhD | Désignation du phénomène dangereux | Classe de probabilité | Type d'effet | Distance des effets létaux significatifs (en m) | Distance des effets létaux (en m) | Distance des effets irréversibles (en m) | Distance des effets indirects par bris de vitre (en m) | Cinétique |
|---------------|------------------------------------|-----------------------|--------------|---|-----------------------------------|--|--|-----------|
| 1 | Feu bac 1 | D | Thermique | 25 | 45 | 70 | | rapide |
| 2 | Boil over bac 1 | E | Thermique | 1077 | 1372 | 1677 | | lente |
| 3 | Feu bac 2 | D | Thermique | 25 | 45 | 70 | | rapide |
| 4 | Boil over bac 2 | E | Thermique | 1077 | 1372 | 1677 | | lente |
| 5 | Feu bac 3 | D | Thermique | 25 | 45 | 70 | | rapide |
| 6 | Boil over bac 3 | E | Thermique | 1077 | 1372 | 1677 | | lente |
| 7 | Feu bac 4 | D | Thermique | 25 | 45 | 70 | | rapide |
| 8 | Boil over bac 4 | E | Thermique | 1077 | 1372 | 1677 | | lente |
| 9 | Feu bac T101 | D | Thermique | 20 | 30 | 40 | | rapide |
| 10 | Boil over bac T101 | E | Thermique | 416 | 545 | 676 | | lente |
| 11 | Feu bac T102 | D | Thermique | 20 | 30 | 40 | | rapide |
| 12 | Boil over bac T102 | E | Thermique | 416 | 545 | 676 | | lente |
| 13 | Feu compartiment A (bac 1) | D | Thermique | 45 | 75 | 105 | | rapide |
| 14 | Feu compartiment C (bac 2) | D | Thermique | 45 | 75 | 105 | | rapide |
| 15 | Feu compartiment E (bac 3) | D | Thermique | 50 | 80 | 115 | | rapide |
| 16 | Feu compartiment F (bac 3) | D | Thermique | 50 | 80 | 115 | | rapide |
| 17 | Feu compartiment G (bac 4) | D | Thermique | 50 | 80 | 115 | | rapide |
| 18 | Feu compartiment H (bac 4) | D | Thermique | 50 | 80 | 115 | | rapide |
| 19 | Feu de cuvette 1 (bacs 1 et 2) | D | Thermique | 60 | 105 | 155 | | rapide |
| 20 | Feu de cuvette 2 (bacs 3 et 4) | D | Thermique | 60 | 110 | 170 | | rapide |
| 21 | Feu de cuvette 3 (T101 et T102) | D | Thermique | 40 | 65 | 90 | | rapide |
| 22 | Feu nappe appontement Est | D | Thermique | 20 | 25 | 30 | | rapide |
| 23 | Feu de nappe appontement Ouest | D | Thermique | 20 | 25 | 30 | | rapide |
| 24 | UVCE compartiment A | E | Thermique | 60 | 60 | 66 | | rapide |
| 25 | UVCE compartiment A | E | Suppression | | | 45 | 128 | rapide |
| 26 | UVCE compartiment C | E | Thermique | 60 | 60 | 66 | | rapide |
| 27 | UVCE compartiment C | E | Suppression | | | 45 | 128 | rapide |
| 28 | UVCE compartiment E | E | Thermique | 56 | 56 | 62 | | rapide |
| 29 | UVCE compartiment E | E | Suppression | | | 43 | 121 | rapide |
| 30 | UVCE compartiment F | E | Thermique | 56 | 56 | 62 | | rapide |
| 31 | UVCE compartiment F | E | Suppression | | | 43 | 121 | rapide |
| 32 | UVCE compartiment G | E | Thermique | 61 | 61 | 67 | | rapide |
| 33 | UVCE compartiment G | E | Suppression | | | 47 | 131 | rapide |
| 34 | UVCE compartiment H | E | Thermique | 60 | 60 | 66 | | rapide |
| 35 | UVCE compartiment H | E | Suppression | | | 46 | 131 | rapide |
| 36 | UVCE compartiment T101 | E | Thermique | 40 | 40 | 44 | | rapide |
| 37 | UVCE compartiment T101 | E | Suppression | | | 30 | 83 | rapide |
| 38 | UVCE compartiment T102 | E | Thermique | 38 | 38 | 42 | | rapide |
| 39 | UVCE compartiment T102 | E | Suppression | | | 29 | 80 | rapide |